Plan stratégique de la CME

2023 – 2027

« Relancer et étendre l'influence du mouvement mondial pour l'éducation. »

CAMPAGNE MONDIALE POUR
I'EDUCATION
www.campaignforeducation.org

SOMMAIRE

Qui sommes-nous ? 2

Notre stratégie mondiale 2

La situation de l'éducation dans le monde : nos principales préoccupations 3

Repli des progrès 3

L'éducation à la croisée des chemins 3

Privatisation et désengagement des pouvoirs publics 3

Persistance de la discrimination et du recul des droits 4

Rétrécissement et mutations de l'espace et de l'engagement civiques 4

Notre position et notre valeur ajoutée 5

Nos succès et les leçons de l'expérience 7

Plaidoyer et campagnes 7

Recherche et génération de connaissances 7

Engagement des jeunes et des étudiants 7

Échange de connaissances et apprentissage 8

Recherche de financements 8

Priorités de plaidoyer et de campagne 9

Transformer l'éducation 10

Éducation en situations d'urgence et de crises 11

Financement de l'éducation 12

Demandes fondamentales 13

But et objectifs stratégiques 14

Actions stratégiques clés 15-16

Théorie du changement 17

Plan des étapes 18-19

Suivi et évaluation 20-21

Risques et mesures d'atténuation 22

Qui sommes-nous ?

La Campagne mondiale pour l'éducation représente la voix de la société civile dans les espaces et processus politiques de l'éducation à travers le monde. Nos membres mènent ensemble plaidoyers et campagnes en faveur d'une éducation de qualité, gratuite et inclusive, sans discrimination ni préjugé, qui promeut l'apprentissage tout au long de la vie, et qui valorise les enseignants et investit de manière adéquate pour eux.

Fondé en 1999 lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar dans le but de fournir une plateforme unifiée qui coordonne les voix de la société civile sur l'éducation, notre mouvement mondial comprend des coalitions nationales de l'éducation du monde entier ainsi que des organisations internationales et régionales. Tous nos groupes constitutifs plaident pour une éducation publique de qualité pour tous. **Notre mission est de promouvoir et de défendre une éducation gratuite, publique et de qualité en tant que droit humain fondamental, et de mobiliser la pression publique.** Coordonné par un Secrétariat mondial et sous la supervision stratégique d'un Conseil d'administration qui représente tous nos groupes constitutifs, notre mouvement travaille à l'unisson pour plaider, faire campagne et développer les connaissances autour des questions les plus brûlantes qui affectent le droit à l'éducation des personnes.

Notre stratégie mondiale

Notre stratégie mondiale est déterminée par nos membres. Elle est construite autour de leurs principales priorités et de leurs besoins essentiels. Elle a été élaborée dans le cadre d'un processus consultatif qui a impliqué tous les groupes constitutifs par le biais d'enquêtes, d'entretiens avec des informateurs clés et de la collecte de commentaires sur une série de projets de priorités stratégiques. Elle intègre, dans la mesure du possible, les sous-stratégies déjà existantes (jeunesse/genre) afin de généraliser et d'alléger les processus de mise en œuvre et de suivi des stratégies.

Notre stratégie définit deux catégories de priorités pour la période 2023-2027 :

1. Trois priorités communes et mondiales en matière de plaidoyer et de campagne :
    a) Transformer l'éducation
    b) Éducation en situations d'urgence et de crises
    c) Financement de l'éducation
2. Un but et quatre objectifs communs pour notre mouvement. Ceux-ci visent à renforcer nos méthodes de travail afin que notre mouvement soit parfaitement équipé pour conduire conjointement les changements nécessaires dans les décisions, les politiques et les budgets de l'éducation à tous les niveaux.
    But : Raviver et accroître l'influence du mouvement mondial pour l'éducation.
    Objectif 1 : Accroître notre influence par le biais du plaidoyer et des campagnes
    Objectif 2 : Diversifier et accroître nos membres, notre réseau et notre réputation
    Objectif 3 : Accroître notre capacité d'influence collective
    Objectif 4 : Renforcer notre durabilité et notre responsabilité

Étant donné la diversité de nos membres et des contextes dans lesquels ils opèrent, la stratégie n'est pas un carcan mais plutôt un cadre qui engage le plus grand nombre de membres possible dans chacune des priorités et actions de la CME. Le succès de sa mise en œuvre dépend du leadership de tous les groupes constitutifs et de leur engagement envers les ambitions stratégiques qu'ils ont identifiées.

La situation de l'éducation dans le monde : nos principales préoccupations

Repli des progrès

Malgré les progrès considérables accomplis en matière d'éducation dans le monde au cours des deux dernières décennies, il est aujourd'hui plus urgent que jamais de plaider en faveur d'une éducation publique inclusive et de qualité et de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous. Les effets de la pandémie mondiale de Covid-19 et l'impact des catastrophes, des conflits et des situations d'urgence menacent les progrès mondiaux en matière d'éducation et risquent d'empêcher la réalisation du quatrième objectif de développement durable (ODD 4). Face à la croissance démographique rapide et au nombre croissant d'élèves, la capacité des systèmes éducatifs est débordée dans de nombreux contextes. Les transformations externes rapides liées aux changements climatiques, au développement technologique et à l'évolution des environnements sociaux et économiques nécessitent de repenser fondamentalement le contenu de l'éducation, ainsi que la manière dont l'éducation est dispensée et adaptée en permanence aux réalités changeantes.

- 222 millions d'écoliers touchés par la crise ont besoin de soutien (ECW)
- 5 000 attaques contre des écoles et des universités en 2020-2021 (ECW)
- Seulement 68 % des enfants réfugiés ont accès à l'éducation primaire (ECW)

L'éducation à la croisée des chemins

Dans le monde entier, les établissements d'enseignement ne parviennent pas à fournir aux apprenants une éducation pertinente, qui réponde à leurs besoins et permette leur épanouissement personnel et professionnel tout en contribuant à la construction de sociétés socialement justes et durables. La fracture numérique et la capacité des établissements d'enseignement à transmettre des compétences numériques et un esprit critique deviendront plus que jamais des facteurs déterminants pour la progression de l'éducation. En outre, l'apprentissage tout au long de la vie est encore loin d'être réalisé dans la plupart des pays. En particulier, l'éducation de la petite enfance, l'apprentissage et l'éducation des adultes et l'éducation des enfants handicapés et des enfants et jeunes non scolarisés exigent que les gouvernements de nombreux pays s'attellent à la tâche.

- Dans les pays à revenu élevé, 90 % des jeunes apprenants sont connectés au numérique, mais en Afrique subsaharienne, ce chiffre n'atteint que 5 % (UNESCO).
- Environ la moitié des pays ne mentionnent pas le changement climatique dans leur programme scolaire (UNESCO).

Privatisation et désengagement des pouvoirs publics

En réponse à la demande, l'éducation est de plus en plus privatisée, avec des effets néfastes sur l'équité et l'égalité. Les frontières entre l'éducation publique et privée sont de plus en plus floues, et le suivi de la privatisation, des services des prestataires d'éducation privés et de leur impact reste limité. Les investissements publics dans l'éducation **publique** sont plus que jamais nécessaires pour remédier au repli des progrès, mais ils sont insuffisants et souvent inefficaces.

- 350 millions d'enfants sont éduqués par des acteurs non étatiques (RMS 2021/2022)
- Le déficit annuel de financement de l'éducation dans les pays à revenu faible et intermédiaire s'élève à près de 200 milliards de dollars US (GPE).

Persistance de la discrimination et du recul des droits

L'inégalité entre les sexes, la discrimination fondée sur le handicap, la race, l'origine ethnique ou toute autre caractéristique sociale continuent d'affecter l'accès à l'éducation et la réussite des apprenants de tous âges et de tous sexes. Le recul mondial des droits des femmes et des personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre, une expression de genre ou des caractéristiques sexuelles (SOGIESC) différentes compromet les progrès de la transformation et la fourniture de contenus éducatifs fondamentaux, notamment une éducation sexuelle complète.

La violence sexiste reste courante dans le milieu scolaire. Les femmes dominent la profession enseignante dans la plupart des régions, en particulier dans les niveaux inférieurs souvent moins rémunérés. Dans nombre de pays, l'absence d'éducation publique et gratuite pour la petite enfance, le primaire et le premier cycle du secondaire contribue à maintenir une charge élevée et inégale de travail non rémunéré pour les femmes.

- À l'exception de l'Afrique subsaharienne, les écarts en matière d'accès à l'éducation et d'achèvement des études ont été comblés ou inversés pour les filles du monde entier (Rapport RMS 2022 sur le genre).
- 85 % des pays ont mis en place des politiques d'éducation sexuelle, mais le contenu de l'éducation sexuelle est souvent incomplet, binaire et biaisé.
- 770 millions de personnes, dont 98 millions de jeunes de 15 à 24 ans et deux tiers de femmes ne possèdent pas les compétences de base en matière d'alphabétisation (ISU).

Rétrécissement et mutations de l'espace et de l'engagement civiques

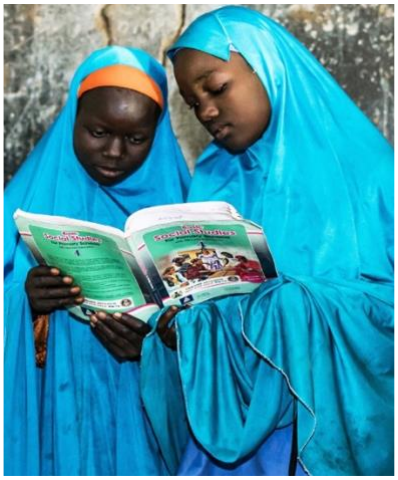
De nouvelles tactiques de répression de l'espace civique dans de nombreuses régions du monde affaiblissent la place de la société civile dans tous les espaces, y compris dans la prise de décision en matière d'éducation. Cette situation est exacerbée par la difficulté d'obtenir des financements pour l'organisation, le plaidoyer et le militantisme. Les espaces numériques offrent désormais des plateformes de premier plan pour l'organisation et le militantisme, mais aussi pour les attaques des mouvements anti-droits.

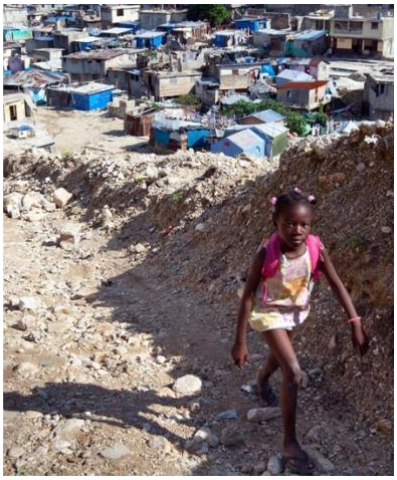
Nous sommes préoccupés par la montée de l'autoritarisme et des menaces à la démocratie, qui comprennent non seulement la fermeture des espaces de participation, mais aussi la répression de la protestation sociale pacifique et légitime et la criminalisation des étudiants et des enseignants.

Les jeunes et les étudiants du monde entier se mobilisent de plus en plus et la nouvelle génération crée ses propres structures et son propre militantisme. Cependant, leurs actions sont souvent disjointes et déconnectées les unes des autres. Cela compromet leur accès aux espaces politiques essentiels, et limite également les opportunités que la solidarité intergénérationnelle pourrait créer.

Il est urgent de transformer l'éducation pour répondre aux besoins des générations actuelles et futures. Pour cela, le mouvement mondial pour l'éducation doit se renouveler pour réengager les citoyens et exploiter les nouvelles dynamiques et opportunités mondiales en étroite collaboration avec les mouvements de jeunesse de base et les représentants démocratiquement élus du mouvement étudiant.

- L'espace civique est réprimé dans près de 45 % des pays, et totalement verrouillé dans plus de 25 % des pays.
- En 2021, dans 12 pays, l'espace s'est encore rétréci. (Civicus)





Notre position et notre valeur ajoutée

Avec plus de 20 ans d'expérience dans la coordination et l'unification des acteurs de la société civile travaillant sur l'éducation à travers le monde, la CME occupe une position unique pour représenter LA voix de la société civile sur l'éducation dans le monde. Grâce à notre réseau mondial de coalitions nationales et régionales de l'éducation, d'ONG internationales, d'enseignants, de jeunes et d'étudiants, nous sommes au cœur des défis de l'éducation sur le terrain. Nous sommes en mesure de faire le lien de manière indépendante entre les expériences de tous les acteurs de l'éducation (étudiants, jeunes, enseignants et parents) et les politiques éducatives et les processus décisionnels aux plans mondial, régional et national.

Des espaces supplémentaires ont vu le jour dans le secteur de l'éducation internationale pour engager une variété d'acteurs de la société civile par le biais des mécanismes de suivi de l'éducation au niveau international et des processus de financement et de mobilisation sous la houlette des Nations Unies. Plus précisément :

La CME a un rôle crucial à jouer dans la défense de l'Objectif de développement durable 4 et dans le suivi de sa pleine mise en œuvre, ainsi que dans le fait de demander aux gouvernements de rendre compte de leurs engagements. À huit ans de l'échéance du Programme 2030, et alors que les progrès ont enregistré un repli dans de nombreuses régions du monde, il est indispensable de maintenir et d'accroître la pression sur les gouvernements. Au niveau national, le suivi s'effectue par le biais de mécanismes définis localement qui impliquent généralement la société civile. Au niveau régional, le suivi fait intervenir les réseaux régionaux d'OSC et d'autres partenaires.

Au niveau mondial, la CME fait valoir les points de vue de la société civile dans les mécanismes et les forums essentiels pour la mise en œuvre et le suivi de l'ODD 4, notamment les suivants : (i) le mécanisme de coopération mondiale en matière d'éducation, y compris le comité directeur de haut niveau ODD 4 - Éducation 2030, les réunions mondiales sur l'éducation et la consultation collective des ONG sur l'éducation (CCONG 2030) ; (ii) le suivi du Sommet sur la transformation de l'éducation, y compris les processus établis dans le cadre des différentes pistes d'action et des prochains sommets des Nations unies ; (iii) le Groupe des acteurs du secteur éducatif et universitaire (EASG) au sein des grands groupes et d'autres acteurs concernés, conformément au Programme 2030 ; et (iv) le Rapport mondial de suivi sur l'éducation, qui suit les progrès réalisés en direction de l'ODD 4 en collaboration avec toutes les parties prenantes.

Le financement du développement et d'autres espaces politiques clés en matière de financement, tels que les réunions de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), où nous devons contester les financements qui portent atteinte au droit à l'éducation ; d'autres processus des politiques mondiales d'éducation autour de cibles spécifiques de l'ODD 4, tels que les Conférences internationales sur l'éducation des adultes (CONFINTEA) et le suivi des Conférences mondiales sur l'EPPE et l'enseignement supérieur ; les processus politiques sur le climat en lien avec l'éducation.

En outre, la CME a un rôle à jouer en soutenant les membres dans leur engagement et leurs contributions aux processus du système des Nations Unies relatifs au suivi de la mise en œuvre de l'ODD 4, ainsi que du droit à l'éducation, par le biais notamment des examens nationaux volontaires (VNR) et des examens périodiques universels (UPR).

Le **Partenariat mondial pour l'éducation** (GPE) est un fonds mondial destiné à transformer l'éducation dans les pays à revenu faible. La stratégie du GPE jusqu'en 2025 vise à renforcer la planification et l'élaboration de politiques tenant compte de la dimension de genre, à mobiliser des actions et des financements coordonnés pour favoriser un changement transformationnel, et à renforcer les capacités, l'adaptation et l'apprentissage pour une mise en œuvre et des résultats à grande échelle. Le GPE engage la société civile par le biais des groupes locaux de partenaires d'éducation afin de renforcer la responsabilisation. Le GPE finance le plaidoyer et la responsabilité sociale par le biais de son fonds "Éducation à voix haute" dans le but d'améliorer les capacités de la société civile à participer à la planification, au dialogue politique et au suivi du secteur de l'éducation.

Éducation sans délai (ECW) est également un fonds mondial pour l'éducation, dont la mission est de favoriser l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées et de supprimer les cloisonnements entre les initiatives et le financement du développement et de l'aide humanitaire. ECW agit dans le cadre du système multilatéral pour accélérer les réponses et construire des ponts entre l'aide immédiate et les interventions à plus long terme en finançant des programmes pluriannuels. ECW travaille en partenariat avec les gouvernements, les agences des Nations Unies, les acteurs de l'aide et les organisations de la société civile. Son action se concentre dans les pays en situation d'urgence et de crise prolongée. Le plan stratégique d'ECW arrive à échéance en 2022. Il vise à stimuler l'engagement politique, la génération de fonds supplémentaires, la planification et les réponses collaboratives, le renforcement de la capacité à répondre aux crises, ainsi qu'à améliorer la responsabilité en développant et en partageant les connaissances sur ce qui fonctionne ou non, et à recueillir des données fiables pour éclairer les décisions d'investissement.

ECW plaide auprès des États membres de l'ONU et des organisations intergouvernementales multilatérales et régionales pour le droit à l'éducation dans les situations d'urgence (EiE), en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et la centralité de la protection.
Leur positionnement et leur offre font du GPE et d'ECW des donateurs essentiels pour la CME et la société civile. En outre, ils peuvent être considérés comme un concurrent potentiel pour les services et jouent un rôle de fédérateur et de partenaire parallèle pour la société civile.

Nous nous efforçons de minimiser la concurrence avec le GPE et ECW, et à travailler autant que possible en synergie avec leurs processus, à soutenir leurs processus de reconstitution des fonds et à éviter la duplication des plateformes et des services offerts à la société civile. Nous nous distinguons du GPE et d'ECW en mobilisant la société civile dans le monde entier indépendamment des programmes de financement et sans mettre l'accent sur les pays.

Nos succès et les leçons de l'expérience

Notre nouveau plan stratégique s'appuie sur les succès et les enseignements des stratégies précédentes. Notre dernière période 2019-2022 a été marquée par :

a. Une transition majeure pour arrêter de consacrer des efforts disproportionnés en tant qu'agent partenaire et nous concentrer sur le renforcement de la nature de la CME en tant que bâtisseur de mouvement. Cela nous a ramenés à notre objectif organisationnel et cela constitue un tremplin fondamental pour notre nouvelle stratégie.
b. La pandémie mondiale de Covid-19 a eu un impact sans précédent sur l'éducation dans le monde entier. Elle a également accéléré le travail et les connexions numériques. Nous avons relevé le défi et développé notre présence en ligne et numérique à tous les niveaux. Nous avons ainsi renforcé la participation des membres et mis en place des systèmes d'apprentissage et de gestion des connaissances plus efficaces et efficients. Ce sont des acquis que nous devons exploiter dans le nouveau cycle stratégique.

En dépit des défis importants que nous avons rencontrés lors du dernier cycle stratégique, nous avons été en mesure d'achever des réalisations importantes au cours de ce cycle. Celles-ci concernent notamment les domaines suivants :

Plaidoyer et campagnes

Le plaidoyer et la recherche ont été au cœur des travaux des coalitions du réseau de la CME au cours des quatre dernières années. Faire partie de réseaux régionaux et mondiaux réputés contribue à renforcer la voix de l'organisation au niveau national. Le mouvement a fait de grands progrès, notamment pour faciliter les collaborations et la solidarité entre les OSC à différents niveaux et entre les membres de différentes régions. À l'avenir, les membres de la CME devront recadrer, localiser et adapter leurs campagnes à leur propre réalité afin de les rendre plus efficaces dans leur contexte.

Nous avons mené une campagne mondiale pour l'éducation en situations d'urgence avec #ProtectEiENow, qui a touché plus de 75 000 personnes sur les plateformes de médias sociaux. Le projet "Voices on the Ground" de la campagne a mandaté des enquêteurs dans quatre pays pour recueillir des récits sur les défis locaux rencontrés par les communautés et les coalitions nationales ; le COVID-19 tenait également une place importante dans ce projet. Au cours du prochain cycle stratégique, le processus de suivi des ODD et les événements qui y sont associés à tous les niveaux offrent des occasions cruciales d'exercer une influence.

Recherche et génération de connaissances

Nos recherches ont contribué à alimenter la réflexion mondiale et nationale sur le financement et la transformation de l'éducation :

1. Recherche documentaire avec NFER pour analyser les organisations de la société civile autour des acteurs non étatiques pour le cinquième Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021 de l'UNESCO, révélant que l'engagement des OSC était guidé par une optique de droit à l'éducation.
2. Suivi budgétaire pour aider à comprendre l'impact du Covid-19 et du service de la dette sur le financement de l'éducation, pour éclairer la campagne "Un Milliard de Voix". Le rapport a présenté une série de recommandations politiques destinées aux gouvernements nationaux en Afrique, aux donateurs et à la communauté internationale.
3. Recherche dans sept pays africains pour comprendre de quelle manière ils ont exploité la technologie dans l'éducation pour répondre au Covid-19.

Engagement des jeunes et des étudiants

Nous avons progressé dans le renforcement et l'intégration des voix des jeunes dans nos structures de plaidoyer mondiales et dans la mise en place de dialogues politiques dirigés par des jeunes. Les jeunes et les étudiants ont été particulièrement actifs dans les initiatives de redressement de la CME face à la pandémie. La CME a soutenu quinze projets nationaux établissant des stratégies de riposte au Covid-19 et de relance, dirigées par des jeunes et des étudiants. Ces projets promeuvent la recherche participative, le renforcement des capacités, l'influence politique, le lobbying et le militantisme de la jeunesse. Les résultats de ces projets ont ensuite alimenté le rapport mondial de la CME sur l'organisation des jeunes et des étudiants au cours d'une crise mondiale intitulé "State of Youth and Student Organising During a Time of Global Crisis". Suite à ces initiatives, le Caucus mondial des étudiants et des jeunes en Tanzanie en mars 2022 a représenté un point de bascule pour le mouvement de jeunesse de la CME. Il a consolidé les structures représentatives des jeunes et des étudiants et leur a ouvert la voie à une implication plus profonde dans la CME. La manière de financer durablement cet engagement et de faire entendre encore plus efficacement la voix des jeunes et des étudiants à tous les niveaux, en s'appuyant sur les mouvements de jeunesse et le militantisme existants, doit retenir toute notre attention au cours de ce nouveau cycle stratégique.

Échange de connaissances et apprentissage

Nous avons développé une stratégie d'échange de connaissances et d'apprentissage avec les membres et avons créé et lancé un Hub d'apprentissage en ligne pour engager, collaborer et faciliter le partage des connaissances entre les membres. Le Hub d'apprentissage est essentiel pour la CME car le succès du mouvement dépend du partage et de la collaboration sur des agendas communs.

Recherche de fonds

La réduction du financement du militantisme de la société civile constitue une menace réelle pour la CME ainsi que pour d'autres mouvements de la société civile. Après avoir cessé d'être un gestionnaire de subventions pour les projets nationaux, la CME se retrouve dans un environnement de financement de l'activisme de plus en plus difficile et compétitif.

Dans ce contexte, il faut que la CME réfléchisse à sa stratégie de financement et explore de nouvelles formes de travail. Au cours de la période 2019-2022, plusieurs stratégies ont été évoquées, par exemple : tirer parti de la technologie pour lever des fonds (médias sociaux, crowdfunding, dons par SMS) ; identifier des opportunités de financement collaboratif transnational et transrégional ; établir des partenariats avec d'autres acteurs de la société civile ; former des alliances avec des acteurs dans des domaines d'intérêt connexes qui reçoivent des fonds des donateurs (changement climatique, jeunesse, santé mentale, sécurité et fragilité, etc.) ; et renforcer l'intelligence organisationnelle à l'aide d'outils d'analyse modernes.

Priorités de plaidoyer et de campagne

En tant que mouvement fondé sur les droits, nous continuerons à défendre nos demandes fondamentales pour une éducation de qualité, gratuite et inclusive, qui contribue à des sociétés justes, durables et pacifiques, et qui :

- est exempte de toute forme de discrimination et de préjugés,
- promeut l'apprentissage tout au long de la vie,
- valorise les enseignants et investit de manière adéquate.

Ces demandes transversales se retrouvent dans l'ensemble de notre plaidoyer et de nos campagnes.

Nous concentrerons notre **campagne mondiale** sur les avancées les plus cruciales, indispensables pour permettre à l'éducation de se transformer et de relever les défis de notre monde en mutation. Notre **plaidoyer conjoint à l'échelle mondiale** portera sur les principaux obstacles qui entravent le progrès de l'éducation – les causes et les conséquences des urgences et des crises sur l'éducation, et les défis d'un financement équitable et adéquat de l'éducation. Nos trois priorités, ainsi que nos demandes fondamentales, se concentreront sur un sous-ensemble de demandes et de priorités qui ont été désignées comme particulièrement importantes pour nos membres. Au cours de la mise en œuvre de la stratégie, la CME élaborera une série de positions politiques et de ressources d'information et d'apprentissage sur ces éléments, en soutien aux initiatives communes de plaidoyer et de campagne.

Campagne mondiale	Transformer l'éducation			
	• Apprentissage et transformation numériques • Leadership pédagogique et espace civique • Éducation pertinente : compétences pour la vie, travail et citoyenneté, et contribution à des sociétés durables et pacifiques • **Éducation de qualité sur le changement climatique**			
Plaidoyer mondial	Éducation en situations d'urgence et de crises			
	• Planification et budgétisation de l'éducation inclusives et tenant compte des crises • Sûreté, sécurité et protection des écoles (soutien psychosocial et apprentissage socio-affectif) • Espace/voix des élèves, des parents, des enseignants et de la société civile dans la réponse • Éducation pour les réfugiés, les PDI, les rapatriés, les demandeurs d'asile, les migrants et les apatrides			
	Financement de l'éducation			
	• Accroître l'investissement public dans les systèmes éducatifs, depuis la petite enfance jusqu'à l'apprentissage des adultes dans l'éducation. • Protéger les budgets de l'éducation, y compris en période d'austérité et de crise de la dette. • Augmenter les investissements financiers en faveur de l'éducation, à la fois dans l'aide au développement à long terme pour l'éducation et dans l'aide humanitaire pour l'éducation en situations d'urgence. • Plaider pour la justice fiscale. • Dénoncer la privatisation et la commercialisation de l'éducation et travailler pour y mettre fin. • Contrôler la responsabilité des investissements dans l'éducation et l'aide Inclure la dette			
Demandes fondamentales	Apprentissage tout au long de la vie	Égalité et Inclusion*	Enseignants et enseignement	Étudiants et syndicats d'étudiants
	• Éducation de la petite enfance • Solutions éducatives pour les enfants et les jeunes non scolarisés • Apprentissage des adultes dans l'éducation	• Égalité des sexes et transformation • Inclusion des personnes handicapées • Inclusion des segments et groupes de population historiquement exclus • Égalité raciale *** voir la stratégie sur le genre de la CME**	• Formation adéquate, évolution professionnelle et développement du leadership en permanence • Rémunération et conditions de travail équitables • Force et égalité du corps enseignant	• Participation significative des étudiants à tous les niveaux de prise de décision • Syndicats d'étudiants représentatifs et organisation démocratique des étudiants • Reconnaissance des élèves et des étudiants en tant que principaux groupes d'acteurs de la communauté éducative.

Transformer l'éducation

Dans le monde entier, les systèmes et les établissements d'enseignement sont confrontés à la question de savoir comment répondre aux besoins différenciés des apprenants en matière de connaissances, de compétences, de valeurs et d'attitudes requises pour être résilients, adaptables et préparés à un avenir incertain et complexe. Dans le même temps, l'éducation doit donner aux étudiants les moyens de jouer un rôle de premier plan dans son processus de transformation, tout en contribuant activement à l'avènement de sociétés plus justes et durables et au bien-être des personnes et de la planète. Pour ~~atteindre~~ ces deux objectifs simultanément, il faut fondamentalement réformer les systèmes éducatifs.

Alors que le monde est en passe de ne pas respecter les engagements de l'accord de Paris de maintenir le réchauffement climatique en dessous de +1,5º C, une action urgente visant à ralentir la progression et à atténuer l'impact de la crise climatique doit être au centre de nos efforts au plan politique. Le secteur de l'éducation a la lourde responsabilité d'utiliser le potentiel de transformation de l'éducation pour aider les apprenants à bâtir des sociétés plus durables et inclusives. Une éducation de qualité au changement climatique doit devenir une priorité fondamentale et transversale à tous les niveaux et secteurs de l'éducation. À cette fin, les éducateurs doivent bénéficier d'une formation et de ressources adéquates pour intégrer le climat et la durabilité dans l'enseignement et l'apprentissage, y compris en mettant l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie et les possibilités de perfectionnement professionnel visant à soutenir le nombre croissant d'apprenants qui passent d'emplois non durables à des emplois plus écologiques. Les étudiants doivent non seulement avoir acquis de bonnes connaissances climatiques à la fin de leurs études, mais aussi bénéficier d'un environnement éducatif favorable qui encourage l'action climatique et les comportements durables tout au long de leur parcours éducatif.

Des réformes profondes de l'éducation repenseront le type de contenu éducatif requis et la manière dont l'éducation est dispensée, tout en préparant les systèmes à s'adapter en permanence aux réalités changeantes. Les réformes de l'éducation devront tenir compte du contexte et de la culture et viser à atteindre en priorité ceux qui ont actuellement le plus de retard en matière d'éducation. Malgré des lacunes de compétences majeures sur le marché du travail, qui pourraient être comblées plus facilement si les systèmes éducatifs adoptaient une approche d'apprentissage tout au long de la vie, dans de nombreux pays, l'apprentissage tout au long de la vie est encore loin d'être réalisé. De nombreux gouvernements doivent intensifier leurs efforts dans les domaines de l'éducation de la petite enfance, l'apprentissage et l'éducation des adultes et l'éducation des enfants et des jeunes non scolarisés. Les solutions numériques et technologiques peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la réforme de l'éducation et permettre l'accès à l'apprentissage et la continuité de l'enseignement pour les élèves confrontés à des obstacles importants, comme les personnes handicapées ou en situations d'urgence. La fracture numérique et la capacité des établissements d'enseignement à transmettre des compétences numériques et un esprit critique deviendront plus que jamais des facteurs déterminants pour la progression de l'éducation.

Nos demandes aux gouvernements et aux décideurs à tous les niveaux :

1. Opportunités technologiques et numériques

- Ne laisser personne de côté au moment de développer la connectivité et l'accès aux technologies pour s'efforcer de combler les fossés dans l'éducation.
- Fournir un programme d'études gratuit et ouvert, facilement accessible et adapté au contexte, et favoriser un contenu éducatif numérique de haute qualité pour les apprenants, les enseignants, les parents et les communautés.
- Veiller à ce que l'éducation favorise l'acquisition d'un esprit critique et de compétences numériques afin que les apprenants puissent évaluer de manière critique les informations et les possibilités en ligne, les utiliser et en tirer profit en toute sécurité.
- Investir dans l'innovation pour tester de nouvelles pédagogies et des technologies accessibles qui utilisent efficacement les approches numériques et hybrides.
- Investir dans la formation continue des enseignants pour leur permettre d'exploiter au mieux les possibilités et les outils numériques et technologiques.
- Veiller à ce que la technologie ne remplace pas la présence physique d'un enseignant dans le processus d'apprentissage et soit utilisée comme une composante pédagogique importante qui respecte les principes pédagogiques.

2. Éducation de qualité sur le changement climatique

- Assurer des investissements suffisants et un accès équitable à l'éducation de qualité sur le changement climatique pour tous les apprenants, dans tous les secteurs et à tous les niveaux d'enseignement.
- Faciliter le renforcement des capacités et la formation des éducateurs afin qu'ils acquièrent les compétences et les connaissances nécessaires à la mise en œuvre de l'éducation de qualité sur le changement climatique.
- Encourager la pensée critique, l'engagement civique et une approche multiculturelle qui reconnaît les savoirs autochtones dans les programmes d'enseignement de l'éducation de qualité sur le changement climatique.
- Développer la compréhension de l'injustice climatique qui englobe la contribution inégale des pays aux causes du changement climatique et le système de production et de consommation inéquitable et non durable qui l'aggrave.
- Veiller à ce que l'autonomie professionnelle et la liberté académique des enseignants et du personnel de l'enseignement supérieur soient protégées et garanties afin qu'ils puissent délivrer une éducation de qualité sur le changement climatique fondée sur la science.
- Garantir que les impacts du changement climatique n'empêchent pas les enfants et les jeunes de jouir de leur droit à une éducation de qualité.

3. Leadership pédagogique et espace civique

- Investir dans un leadership pédagogique qui ;
  - (i) encourage les processus de collaboration entre les décideurs et la société civile représentant les apprenants, les parents, les enseignants et les jeunes dans toute leur diversité afin d'améliorer la qualité de l'éducation et du système éducatif,
  - (ii) crée des liens entre les tendances sociales, économiques et environnementales et les besoins et pratiques du secteur éducatif et institutionnel, et développe des relations et une collaboration efficaces avec d'autres secteurs,
  - (iii) garantit la responsabilité des décisions, des investissements, de l'utilisation des ressources et des résultats en matière d'éducation à tous les niveaux.
- Assurer un espace ouvert, un environnement favorable et un financement adéquat aux organisations, mouvements et réseaux de la société civile qui font progresser le droit à l'éducation.

Pour provoquer le changement, nous allons conjointement :

- concentrer notre campagne mondiale sur les questions les plus urgentes et essentielles pour la transformation de l'éducation,
- représenter la société civile dans toute sa diversité dans les espaces où les politiques et les décisions d'éducation sont élaborées et promouvoir la collaboration et le leadership des organisations étudiantes représentatives et des jeunes à la table des négociations.
- ensemble, prendre position et agir au moment opportun lorsque des mesures de répression, un rétrécissement de l'espace ou des possibilités de financement menacent l'expression de la société civile et ses membres sur les questions d'éducation, ou lorsque les décisions en matière d'éducation sapent les investissements et les réformes éducatives transformatrices.
- étendre nos membres, partenariats et alliances pour favoriser la collaboration intersectorielle et la recherche de nouvelles solutions,
- donner la priorité à l'apprentissage mutuel sur la manière de plaider et de faire campagne efficacement et en toute sécurité dans un espace civique en mutation,
- influencer les acteurs les plus importants, tels que les principaux protagonistes des technologies de l'éducation, afin de contribuer à un changement positif.

Éducation en situations d'urgence et de crises

Les effets des catastrophes, des pandémies, des conflits et des situations d'urgence menacent les progrès mondiaux en matière d'éducation et risquent d'empêcher la réalisation du quatrième objectif de développement durable (ODD 4). On estime qu'au niveau mondial, 222 millions d'écoliers touchés par des crises ont besoin de soutien (ECW). En 2020-2021, 5 000 attaques ont été menées contre des écoles et des universités, mettant en danger la vie des étudiants et des enseignants et détruisant les infrastructures scolaires. Les réfugiés restent un groupe gravement pénalisé en matière d'éducation, et on estime que seuls 68 % des enfants réfugiés ont accès à l'enseignement primaire (ECW).

Partout dans le monde, les actes et les voix des étudiants et des élèves font l'objet d'une surveillance accrue, d'un maintien de l'ordre brutal, d'une criminalisation et de meurtres. Associées à la pandémie mondiale, les réponses violentes sont devenues plus fréquentes, plus coercitives et plus intenses, les discours publics et politiques présentant les étudiants et les universitaires comme des terroristes et des "sujets dangereux" à craindre. Les syndicats d'étudiants ont été interdits dans plusieurs pays et malgré l'absence constante de suivi systématique des cas, nous savons que des milliers d'étudiants et d'élèves ont été privés de leur droit à l'éducation en raison de leur tentative de forger leurs réalités éducatives, leur vie et leur avenir.

Nos demandes aux gouvernements et aux décideurs à tous les niveaux :

- Adopter et rendre opérationnelle la déclaration sur la sécurité dans les écoles.
- Mener une planification et une budgétisation de l'éducation inclusives et tenant compte des crises à tous les niveaux afin que les écoles puissent atténuer activement les risques liés aux crises et aux catastrophes pour les apprenants dans toute leur diversité.
- Donner la priorité au financement de l'éducation en situations d'urgence en appliquant une approche nexus Développement-Humanitaire-Paix.
- Fournir des cadres politiques adéquats qui permettent le rétablissement de l'éducation après une catastrophe ou une crise.
- Maintenir les écoles ouvertes en toute sécurité, dans la mesure du possible, tout en assurant la sûreté, la sécurité et la protection (soutien psychosocial et apprentissage socio-affectif).
- Permettre un enseignement à distance efficace lorsque la fermeture des écoles est nécessaire et veiller à réduire la fracture numérique pour les apprenants dans toute leur diversité.
- Mettre en œuvre des programmes d'aide sociale et de santé pour soutenir les enseignants et les apprenants pendant les situations d'urgence, et d'autres mesures pour assurer leur bien-être.
- Assurer une planification et une réponse éducatives coordonnées dans les situations de crise, en veillant à ce que la société civile, ainsi que les élèves, les parents et les enseignants, participent à la prise de décisions et que la réponse soit adaptée au contexte local dans la mesure du possible.
- Mettre en place des réformes du système éducatif qui améliorent la résilience et la cohésion sociale au sein des institutions éducatives et chez les apprenants et les enseignants, et qui renforcent la confiance dans les systèmes et services éducatifs.
- Garantir l'éducation des réfugiés, des PDI, des rapatriés, des demandeurs d'asile, des migrants et des apatrides dans toute leur diversité, sans discrimination ni préjugé.
- Investir dans les enseignants pour qu'ils soient mieux équipés et préparés à enseigner aux apprenants les risques de catastrophes et les changements climatiques, la santé, les droits de l'homme, les causes et les conséquences des conflits et la manière de vivre et d'interagir pacifiquement, et à assurer la sécurité et le bien-être des apprenants et des collègues pendant et après une catastrophe.
- Reconnaître les qualifications des enseignants travaillant dans des situations d'urgence et leur offrir une rémunération équitable.
- Mettre en place des programmes pour les étudiants à risque et des programmes de protection temporaire pour les étudiants militants menacés de persécution politique, afin de garantir leur droit à poursuivre leurs études dans d'autres pays grâce à des bourses d'études, et de soutenir leur retour en toute sécurité après la crise.
- Protéger les droits des étudiants à se réunir, à se syndiquer et à exercer leur droit à la liberté académique et à la liberté d'expression.
- Favoriser le suivi de l'ODD 4.et des attaques contre les étudiants, les enseignants et autres personnels, y compris les cas de répression violente des manifestations étudiantes dans les établissements d'enseignement supérieur ou, si elles se produisent hors du campus, qui concernent les politiques et les lois relatives à l'éducation suivies par l'UNESCO.

Pour exercer ensemble une pression en faveur du changement, nous allons conjointement :

- nous engager systématiquement avec les groupes d'éducation locaux, régionaux et mondiaux,
- plaider et faire campagne auprès des donateurs pour garantir un financement accru et plus efficace dans l'ensemble du nexus Développement-Humanitaire-Paix,
- attirer l'attention sur les crises émergentes et oubliées et leurs conséquences sur l'éducation,
- effectuer des recherches sur la manière dont le financement et le leadership pédagogique favorisent ou non la préparation, la réponse et le rétablissement après une crise,
- représenter systématiquement la voix de la société civile dans les processus et les plateformes de l'initiative "L'éducation sans délai" consacrés à l'éducation en situations d'urgence, en mettant particulièrement l'accent sur l'égalité des sexes et la place centrale de la protection.

Financement de l'éducation

Les investissements publics dans l'éducation sont plus que jamais nécessaires pour remédier au repli des progrès à travers le monde. Cependant, les ressources sont insuffisantes et souvent inefficaces. Le déficit annuel de financement de l'éducation dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure s'élève à près de 200 milliards de dollars US. En réponse aux demandes actuelles, l'enseignement est de plus en plus privatisé, au détriment de l'équité en matière d'éducation. On estime que 350 millions d'enfants sont éduqués par des acteurs non étatiques (RMS 2021-2022). Les frontières entre l'éducation publique et privée sont de plus en plus floues, et le suivi de la privatisation, des services des prestataires d'éducation privés et de leur impact est faible.

Nos demandes aux gouvernements et aux décideurs à tous les niveaux :

- Investir dans l'éducation publique au maximum de leurs ressources disponibles en augmentant la part, la taille et le contrôle de leurs budgets d'éducation ainsi que la sensibilité de leurs dépenses publiques d'éducation – au niveau national et par le biais de l'aide internationale. Pour cela, il faut :
  i. augmenter les ressources nationales dédiées à l'éducation par le biais d'une fiscalité plus équitable
  ii. utiliser durablement les ressources naturelles disponibles
  iii. assurer une dépense équitable des ressources de l'éducation
  iv. veiller à la transparence et la responsabilité dans la collecte et la dépense des revenus
- Allouer les ressources établies dans les lois de financement de l'éducation et les plans nationaux d'éducation et augmenter la taille et la part du budget consacré au financement de l'éducation publique.
- Investir les ressources financières en tenant compte des besoins des groupes marginalisés et exclus, notamment ceux qui sont déjà exclus des systèmes éducatifs ou qui risquent d'être laissés pour compte.
- Garantir des ressources financières suffisantes pour l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, en mettant l'accent sur le comblement des lacunes dans l'éducation de la petite enfance, l'éducation des adolescents et jeunes non scolarisés et l'apprentissage des adultes.
- Fixer des objectifs de financement de l'éducation ancrés dans la loi, pour une éducation de meilleure qualité et pour l'aide au développement, et mettre en place des plans permettant d'atteindre les cibles fixées.
- Améliorer le suivi de la privatisation de l'éducation, des services et des pratiques des prestataires d'éducation privés, et de l'impact de la privatisation sur l'équité en matière d'éducation.

Pour exercer ensemble une pression en faveur du changement, nous allons conjointement :

- Plaider et faire campagne auprès des gouvernements pour qu'ils investissent davantage dans l'éducation publique et gratuite, et auprès des donateurs pour garantir un financement accru et plus adéquat dans l'ensemble du nexus Développement-Humanitaire-Paix,
- Surveiller les investissements, les dépenses, les tendances de l'aide et les opportunités dans le domaine de l'éducation dans le monde entier.
- Ensemble, prendre des mesures et des positions opportunes si des décisions et des politiques restreignent le financement de l'éducation et du militantisme des défenseurs de l'éducation ou si elles sapent la prestation d'une éducation fondée sur les droits.
- Investir dans la recherche sur la privatisation et la marchandisation de l'éducation, leurs menaces et opportunités, et les solutions pratiques pour financer l'apprentissage tout au long de la vie pour tous.
- Promouvoir l'apprentissage et la collaboration pour déterminer la meilleure manière d'accéder au financement de l'éducation, y compris pour l'organisation et l'action de la société civile.
- Développer des partenariats et des alliances avec des acteurs et des institutions spécialisés dans le budget, la fiscalité, l'aide humanitaire, l'analyse financière et le développement de solutions financières.

Demandes fondamentales

La CME est unie pour exiger une éducation de qualité, gratuite et inclusive, sans discrimination ni préjugé, qui promeut l'apprentissage tout au long de la vie, et qui valorise les enseignants et investit de manière adéquate pour eux.

Apprentissage tout au long de la vie
Nous considérons que toute personne, sans discrimination aucune, a le droit d'apprendre tout au long de sa vie, ce qui signifie le droit de bénéficier de possibilités d'apprentissage formel, non formel et informel depuis la petite enfance jusqu'à la fin de la vie. Conjointement, nous revendiquons ce droit à tous les niveaux, en nous appuyant sur les dispositions internationales et régionales relatives aux droits humains. Nous exigeons que les gouvernements respectent, protègent et réalisent le droit à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie, en rendant l'éducation disponible, accessible, acceptable et adaptable pour les apprenants de tous âges. Nous demandons que l'apprentissage tout au long de la vie réponde aux besoins des apprenants dans toute leur diversité et contribue à la construction de sociétés plus justes et durables. Nous reconnaissons que la législation internationale des droits de l'homme ne stipule pas actuellement la gratuité de l'enseignement au-delà du primaire et des étapes fondamentales, et nous demandons un engagement et des investissements publics plus importants en faveur de l'éducation des enfants en âge préprimaire, ainsi que des jeunes et des adultes.

Égalité et Inclusion
La CME défend et promeut l'éducation comme un droit fondamental pour tous – y compris pour les personnes de tous les genres, toutes les orientations sexuelles, les expressions, identités ou caractéristiques de genre (SOGIESC). Nous comprenons que l'inégalité des genres se combine à de nombreux autres facteurs qui peuvent exclure une personne de l'éducation au cours de sa vie. Nous faisons pression sur la communauté internationale et les gouvernements pour qu'ils respectent leurs engagements à fournir une éducation publique gratuite, inclusive et de qualité, sans discrimination fondée sur le genre, l'orientation sexuelle, l'expression, l'identité ou les caractéristiques de genre ou d'autres motifs, y compris, mais sans s'y limiter, la race, le handicap, l'origine ethnique, l'âge, la langue, le lieu de résidence, la religion ou la croyance, le statut de migrant, de réfugié ou de toute autre minorité.

Nous agissons ensemble pour que les politiques, les systèmes et les contenus éducatifs :

- encouragent un mode de pensée et d'action plus juste et plus égalitaire, ainsi que la capacité des personnes à prendre des décisions éclairées concernant leur vie, leur corps et leurs relations ;
- ne perpétuent pas de normes discriminatoires, de stéréotypes de genre ou l'acceptation de la violence comme un outil légitime pour faire respecter le patriarcat.

Nous sommes solidaires :

- De toutes les femmes et les filles qui ne sont pas scolarisées en raison de politiques injustes et de normes, croyances et pratiques sexistes préjudiciables qui entravent leurs choix et leurs opportunités d'éducation et de carrière ;
- De toutes les personnes dont l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre ou les caractéristiques sexuelles ne sont pas normatives, qui sont exclues ou forcées à l'invisibilité, et qui sont pénalisées par des politiques, des contenus et des systèmes éducatifs restrictifs, ainsi que par les personnes en leur sein.
- De tous ceux qui s'opposent à toutes les formes de discrimination – qu'elles soient dues au sexisme et à l'hétérosexisme, à l'homophobie, au racisme, à la discrimination fondée sur la capacité physique, au classisme ou à toute autre forme d'oppression sociale et économique.

Enseignants et enseignement
Nous pensons que les enseignants sont essentiels au succès et à l'avenir de l'éducation. Investir dans la profession enseignante est l'un des investissements les plus judicieux pour générer des retours et des progrès justes et durables au plan sociétal.

Nous agissons ensemble afin que les politiques, les systèmes et les institutions éducatives :

- valorisent et rémunèrent convenablement les enseignants à tous les niveaux et mettent en place des conditions de travail favorables et équitables,
- fassent participer les enseignants, le personnel éducatif et les syndicats d'enseignants à l'élaboration des systèmes et institutions d'éducation ;
- comblent d'urgence le manque croissant d'enseignants, en tenant dûment compte de la diversité et de l'égalité de la profession d'enseignant ;
- offrent une évolution professionnelle continue et des possibilités d'apprentissage aux enseignants à tous les niveaux, afin de répondre aux besoins changeants des apprenants dans toute leur diversité et de la société en général ;
- Accroître au maximum la sûreté et la sécurité des enseignants, du personnel éducatif et des apprenants dans tous les contextes.

Étudiants et syndicats d'étudiants
L'éducation de qualité doit être conçue et façonnée par les personnes concernées. Garantir le droit des étudiants et des élèves à se syndiquer et à s'engager dans l'élaboration de la politique éducative au niveau institutionnel est crucial pour achever une éducation de qualité et une démocratie institutionnelle. Investir et soutenir des syndicats d'étudiants et d'élèves représentatifs, indépendants et démocratiques, c'est investir dans des représentations significatives des apprenants, qui ne se limitent pas à recevoir des connaissances mais des cocréateurs d'espaces d'apprentissage. Nous agissons ensemble pour que les politiques, les systèmes et les institutions éducatives :

- promeuvent une participation significative des étudiants à tous les niveaux de prise de décision au sein de la gouvernance éducative et de l'élaboration des politiques aux niveaux local, national, régional et mondial.
- Encouragent les syndicats étudiants représentatifs et l'organisation démocratique des étudiants, en particulier dans les régions et les pays où les syndicats étudiants sont illégaux et/ou persécutés.
- La transformation de l'éducation ne peut se faire sans la reconnaissance des étudiants et des élèves comme l'un des principaux groupes de parties prenantes avec des représentants démocratiquement élus, présents et impliqués dans les instances au niveau mondial.

But et objectifs stratégiques

Pour influencer efficacement les changements de politiques et de pratiques au niveau mondial autour de nos thèmes prioritaires, nous nous sommes fixé l'objectif ambitieux **de raviver et d'accroître l'influence du mouvement mondial pour l'éducation, en positionnant la CME comme LA voix de la société civile sur les questions d'éducation**. Cela nécessitera un **engagement et un leadership plus forts** de la part des membres, notamment dans le cadre de notre plaidoyer et de nos campagnes au niveau mondial, ainsi que dans la diversification et la croissance de notre base de membres et de notre réseau. Il faudra également établir des alliances stratégiques avec des mouvements extérieurs à l'éducation – par exemple ceux qui contestent la dette illégitime, font avancer les droits et libertés politiques, la justice fiscale ou la justice en matière de genre. Dans le même temps, il faudra renforcer la capacité du secrétariat à **coordonner efficacement les efforts et à assurer un soutien essentiel** aux membres de la CME, afin de faciliter leur travail et leur participation active et équitable. Tous ces éléments sont nécessaires pour entraîner des changements et des actions efficaces.

Renforcement du leadership des groupes constitutifs

1 Accroître notre influence par le biais du plaidoyer et des campagnes

1.1. Représenter et faire entendre efficacement la voix de la société civile dans les principaux espaces politiques.
1.2. Intensifier la puissance de nos campagnes communes
1.3. Prendre des mesures et des positions au moment opportun

2 Diversifier et accroître nos membres, notre réseau et notre réputation

2.1. Diversifier et accroître nos membres
2.2. Améliorer notre réseau et notre réputation

Renforcement du soutien aux groupes constitutifs

3 Accroître notre capacité d'influence collective

3.1. Accroître la capacité d'influence des membres
3.2. Améliorer le soutien et l'apprentissage par les pairs
3.3. Fournir des informations et des outils pertinents

4 Renforcer notre durabilité et notre responsabilité

4.1. Améliorer les ressources pour s'assurer le soutien des membres et mener des actions de solidarité communes, inclusives et intergénérationnelles
4.2. Renforcer la responsabilité à l'égard des résultats dans l'ensemble du mouvement

Actions stratégiques clés

Pour atteindre nos objectifs stratégiques, nous avons défini des actions stratégiques de soutien de haut niveau avec des étapes clés (veuillez consulter le plan des étapes). Ces actions conduiront en synergie à une influence plus efficace de notre mouvement sur les politiques, les budgets et les décisions dans le but de transformer et de financer l'éducation, et de garantir l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées. Toutes ces actions requièrent une participation et une collaboration actives des membres de la CME et du Secrétariat. Pour mener à bien la réalisation de chaque objectif, des niveaux de leadership différents de la part du Secrétariat ou des membres de la CME seront requis :

Leadership et engagement accrus des membres

1.1 Accroître notre influence par le biais du plaidoyer et des campagnes

1.1.1 Représenter efficacement et faire entendre la voix de la société civile dans les espaces politiques clés

- Engager les membres de la CME dans des événements importants pour parler des thèmes prioritaires de la CME à tous les niveaux.
- Élaborer et adopter des politiques et des résolutions fondées sur les contributions des membres.
- Élaborer des notes d'orientation basées sur des données probantes pour un engagement efficace.
- Faire participer les membres de la CME aux processus du RMS et au suivi de l'ODD 4.
- Établir et maintenir des processus de consultation et des groupes de travail pour le plaidoyer et les campagnes.

1.1.2 Accroître la puissance de nos campagnes communes

- Rassembler et mobiliser les OSC de façon organisée en fonction du contexte avec les acteurs locaux.
- Mettre en place des dialogues politiques spécifiques au contexte avec les gouvernements et les décideurs politiques de haut niveau.
- Impliquer la presse et les médias numériques et sociaux.

1.1.3 Prendre des mesures et des positions au moment opportun

- Élaborer et publier en temps utile des prises de position et des messages conjoints pour les moments clés du plaidoyer.
- Élaborer et publier des prises de position et des réponses opportunes aux questions d'éducation émergentes afin de soutenir les actions de solidarité.
- Mobiliser les médias pour qu'ils reprennent le langage et les déclarations de la CME sur les événements et les questions clés.

1.2 Diversifier et accroître nos membres, notre réseau et notre réputation

1.2.1 Diversifier nos membres

- Réaliser une évaluation de base des membres.
- Mettre en place un système de suivi et de gestion des adhésions.
- Produire un plan de diversification des membres à partir des plans des coalitions existantes.

1.2.2 Améliorer notre réseau et notre réputation

- Assurer une forte représentation des OSC dans les dialogues politiques à tous les niveaux.
- Forger de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats, y compris avec des mouvements non éducatifs.
- Établir de nouvelles collaborations avec des membres, des organisations ou des militants n'appartenant pas à la CME.

2. Meilleure coordination du Secrétariat et soutien accru aux membres

2.1 Accroître notre capacité d'influence collective

2.1.1 Augmenter la capacité d'influence des membres

- Évaluer les besoins en capacités thématiques et techniques.
- Lancer des initiatives d'apprentissage structurées : ateliers, formations et cours en ligne.
- Organiser des séances d'apprentissage sur les sous-thèmes au sein des communautés d'apprentissage.
- Mener des actions de plaidoyer et diffuser des messages en tenant compte des leçons apprises.

2.1.2 Améliorer le soutien et l'apprentissage par les pairs

- Organiser un apprentissage par les pairs formalisé et une initiative interconnectée de mentorat des coalitions.
- Faciliter les interactions du Hub d'apprentissage.

2.1.3 Fournir des informations et des outils solides

- Rassembler les leçons à retenir pour informer les actions de plaidoyer et les messages.
- Fournir des ressources d'apprentissage adaptées, concrètes et spécifiques au contexte.
- Mettre en place des solutions de partage des connaissances thématiques, techniques et pratiques.
- Élaborer des directives et des boîtes à outils pratiques pour le plaidoyer et les campagnes.

2.2 Renforcer notre durabilité et notre responsabilité

2.2.1 Renforcer les ressources pour assurer le soutien des membres et les actions de solidarité communes, inclusives et intergénérationnelles.

- Élaborer et mettre en œuvre un plan de mobilisation des ressources.
- Mobiliser et affecter des ressources pour soutenir a) le plaidoyer et les campagnes, b) la recherche, c) le développement des capacités.
- Augmenter et pérenniser le niveau des ressources mobilisées pour le travail de base du Secrétariat de la CME.

2.2.2 Renforcer la responsabilité à l'égard des résultats à l'échelle du mouvement

- Établir et mettre à jour régulièrement un plan opérationnel et pluriannuel définissant clairement les rôles, responsabilités et contributions des membres de la CME dans la mise en œuvre de la stratégie.
- Développer un système de suivi institutionnel en coordonnant les efforts avec les acteurs mondiaux, régionaux et nationaux.

- Intégrer véritablement les jeunes et les étudiants dans l'élaboration des politiques et dans les actions de plaidoyer à tous les niveaux.
- Mener une réflexion globale annuelle sur le déploiement de la stratégie et adapter les plans opérationnels si nécessaire.

En collaboration avec nos membres, nous élaborerons un plan opérationnel pour guider la mise en œuvre détaillée de la stratégie. Ce plan fixera des objectifs clairs établis en fonction des engagements des membres envers chaque objectif stratégique et chaque action. Les résultats des réflexions annuelles sur l'avancement de la stratégie et l'examen des plans opérationnels aideront le Conseil d'administration à adopter une orientation stratégique et le Secrétariat à diriger la mise en œuvre.

Théorie du changement

Impact
Les gouvernements et la communauté internationale garantissent et favorisent une éducation de qualité gratuite et inclusive et un apprentissage tout au long de la vie pour tous.

Mission
Promouvoir et défendre une éducation gratuite et publique de qualité en tant que droit humain fondamental et mobiliser la pression publique.

Notre influence gagne en vigueur et se concrétise par des changements positifs dans les politiques, les budgets de l'éducation et les décisions dans le but de transformer et financer l'éducation, et de garantir l'éducation en situation d'urgence.

Résultats à long terme

- **Influence accrue grâce au plaidoyer et aux campagnes**
- **Diversité des membres et renforcement du réseau et de la réputation**
- **Capacité collective d'influence accrue**
- **Durabilité et responsabilité renforcées**

Résultats intermédiaires

- Campagnes annuelles, actions de solidarité et mobilisation des médias aux moments opportuns
- Participation et interventions dans des espaces clés à tous les niveaux
- Partage des connaissances, soutien par les pairs et utilisation efficace des outils et des ressources de la CME
- Suivi, production de rapports et apprentissage à partir des résultats
- Diversification, consolidation ou accroissement du nombre de membres et de partenariats et création de nouvelles alliances

Actions conjointes du mouvement

- Coordonner le plaidoyer dans les espaces mondiaux clés
- Développer la capacité d'influence
- Produire des outils puissants, des connaissances et des informations utiles
- Faciliter l'apprentissage et le soutien par les pairs
- Établir des partenariats mondiaux, coordonner les membres, les partenariats et les alliances.

- Coordonner efficacement les réseaux régionaux et les groupes constitutifs
- Mobiliser des ressources pour l'action mondiale et le soutien des membres
- Assurer un suivi efficace de la stratégie et des résultats

Contributions du Secrétariat

Planification d'une gouvernance efficace, supervision et suivi des résultats

Contributions du Conseil d'administration

Nous apportons les meilleures contributions possible de notre mouvement pour promouvoir le droit à l'éducation

et

Nous remplissons notre mission

parce que

Nous impulsons les changements nécessaires dans les politiques, les décisions et les budgets liés à nos priorités mondiales à tous les niveaux

et

Nous gagnons en crédibilité, en réputation, en influence et en pouvoir.

alors

Tous les membres et les groupes constitutifs contribuent au mieux et font preuve de leadership dans le mouvement mondial et dans ses actions conjointes de plaidoyer et de campagne, tout en utilisant et en contribuant aux ressources mondiales, à l'apprentissage, au suivi et à la croissance qualitative de notre base de membres.

et si

Le Secrétariat assure une coordination efficace et un soutien de qualité aux membres, ce qui permet à tous les groupes constitutifs de mener des plaidoyers et des campagnes efficaces et conjointes à tous les niveaux.

et si

Le Conseil d'administration de la CME assure une supervision stratégique efficace, représente et communique efficacement les décisions à toutes les parties prenantes.

Si...

Plan des étapes de haut niveau

2023

- Positions politiques fondamentales, cadres de plaidoyer et de campagne mis en place
- Plan opérationnel et planification annuelle en place
- Établissement d'une base de référence des membres, révision du système de suivi des membres et mise en place d'un plan de diversification
- Plan de mobilisation des ressources en place
- Évaluation des besoins d'apprentissage thématiques et techniques achevée et offre d'apprentissage définie
- Plan, systèmes et outils MEAL et de recherche en place
- Rapport annuel et réflexion sur la stratégie de l'année 1 et processus de planification établis

2024

- Définition du but annuel du Conseil et établissement du cycle d'auto-évaluation
- Mécanisme de financement des jeunes
- Premier nouveau partenariat/alliance mondiale formalisé et plan de partenariat en place
- 1er processus de publication, diffusion et communication de la recherche en
- Rapport annuel de la 2e année et réflexions

2025

- Achèvement de l'examen à mi-parcours du plan stratégique, y compris l'examen de :
  - la mise en œuvre du plan MEAL et de recherche
  - l'efficacité de la stratégie de mobilisation des ressources
  - l'efficacité et la mobilisation par la campagne annuelle et la SMAE
  - des niveaux de mise en œuvre du plan opérationnel
  - la formalisation d'un partenariat / d'une alliance mondiale, et l'examen de l'efficacité des partenariats et des processus de partenariat
- Rapport annuel de la 3e année et réflexions

2026

- Évaluation du plan stratégique achevée
- Version préliminaire du nouveau plan stratégique pour l'Assemblée mondiale
- 8e Assemblée mondiale
- Rapport annuel de la 4ème année et réflexions

2027

- Achèvement du nouveau plan stratégique et transition vers la nouvelle période stratégique

2028

Livrables des étapes opérationnelles

Année	Trimestre	Catégorie	Étape / Livrables
2023	1	Plaidoyer	Positions politiques fondamentales, cadres de plaidoyer et de campagne en place
	1	Opérations	Plan opérationnel en place
	1	MEAL	Base de référence des membres établie et système de suivi des membres revu
	1	Opérations	Plan de diversification des membres en place
	1	MEAL	Plan, systèmes et outils MEAL en place
	2	Plaidoyer	Lancement de la campagne annuelle
	2	Plaidoyer	Lancement de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (SMAE) 2023
	3	Opérations	Plan de mobilisation des ressources en place
	3	Opérations	Évaluation des besoins d'apprentissage thématiques et techniques achevée et offre d'apprentissage définie
	4	MEAL	1er exercice de production de rapports, de réflexion et de planification du plan stratégique annuel
2024	1	Gouvernance	Réalisation du premier exercice annuel d'auto-évaluation et de fixation des objectifs du Conseil
	1	Opérations	Mécanisme de financement des jeunes entièrement fonctionnel
	2	Plaidoyer	Mise en place d'un document d'orientation politique pour soutenir la campagne
	2	Plaidoyer	Lancement de la campagne annuelle
	2	Plaidoyer	Lancement de la SMAE 2024
	3	Plaidoyer	Formalisation du premier nouveau partenariat/alliance mondial
	4	Plaidoyer	Publication de la première recherche et lancement de la seconde
	4	MEAL	2nd exercice de production de rapports, de réflexion et de planification du plan stratégique annuel
2025	1	Gouvernance	Réalisation du deuxième exercice annuel d'auto-évaluation et de fixation des objectifs du Conseil
	2	Plaidoyer	Mise en place d'un document d'orientation politique pour soutenir la campagne
	2	Plaidoyer	Lancement de la campagne annuelle
	2	Plaidoyer	Lancement de la SMAE 2025
	3	Plaidoyer	Formalisation du deuxième partenariat/alliance mondial
	3	MEAL	Révision à mi-parcours du plan stratégique
	4	Plaidoyer	Publication de la deuxième recherche et lancement de la troisième
	4	MEAL	3e exercice de production de rapports, de réflexion et de planification du plan stratégique annuel
2026	1	Gouvernance	Réalisation du troisième exercice annuel d'auto-évaluation et de fixation des objectifs du Conseil
	2	Plaidoyer	Mise en place d'un document d'orientation politique pour soutenir la campagne
	2	Plaidoyer	Lancement de la campagne annuelle
	2	MEAL	Évaluation du plan stratégique achevée
	2	Plaidoyer	Lancement de la SMAE 2026
	3	Plaidoyer	Formalisation du troisième partenariat/alliance mondial
	4	Plaidoyer	Publication de la troisième recherche et lancement de la quatrième
	4	Opérations	Production de la version préliminaire d'un nouveau plan stratégique
	4	MEAL	4e exercice de production de rapports, de réflexion et de planification du plan stratégique annuel
	4	Gouvernance	8e Assemblée mondiale
2027	1	Opération	Conception du nouveau plan stratégique terminée
	2	Opération	Transition vers une nouvelle période stratégique

Récapitulatif des livrables par catégorie/fonction :

Opérations	Plaidoyer	MEAL	Gouvernance
• 1 plan opérationnel • 1 stratégie de mobilisation des ressources • 1 plan de diversification des membres • 1 évaluation thématique des besoins d'apprentissage • 1 offre d'apprentissage • Mécanismes de financement des jeunes opérationnels • 1 nouveau plan stratégique	• 4 positions politiques fondamentales • 3 positions politiques pour soutenir la campagne annuelle • 1 cadre de plaidoyer • 1 plan de campagne • 4 campagnes annuelles • 4 SMAE • 3 partenariats/alliances mondiaux formels	• 1 base de référence des membres • 1 examen du système de suivi des membres • 1 plan MEAL et de recherche • Système et outils de recherche • 4 publications de recherche/analyse • 4 rapports annuels • 1 examen à mi-parcours du plan stratégique • 1 évaluation du plan stratégique	• 3 exercices de planification et d'auto-évaluation du Conseil • 1 Assemblée mondiale

Suivi et évaluation

Après l'adoption du plan stratégique 2023-2027, le Secrétariat de la CME élaborera un cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) qui fournira une vue d'ensemble de la manière dont la CME suivra et évaluera les progrès et les succès par rapport à ses objectifs stratégiques. Le cadre SEA définira *quelles* informations seront collectées auprès des membres de la CME, du Secrétariat et des membres du Conseil, *comment, quand* et *par qui*, afin de garantir que les domaines spécifiques de progrès et les résultats escomptés, établis dans la théorie du changement et la liste indicative d'indicateurs, sont suivis, mesurés et évalués par rapport aux objectifs stratégiques 2023-2027 de la CME.

Le suivi et l'évaluation du plan stratégique comprendront les éléments suivants :

1. **Un rapport annuel** dans lequel toutes les parties prenantes, y compris le Secrétariat et le Conseil d'administration :
   - rendront compte des activités mises en œuvre au titre des actions stratégiques auxquelles ils ont souscrit, et des effets et résultats obtenus ;
   - évalueront les progrès de la stratégie dans l'ensemble des coalitions, des membres et du Secrétariat, et aideront à déterminer les besoins potentiels d'adaptation de la stratégie ;
   - **mener des exercices de réflexion et de planification** avec tous les membres en utilisant les résultats de l'enquête auprès des membres comme base de discussion et de planification des actions annuelles.

2. **Un examen à mi-parcours** de la mise en œuvre du plan stratégique au cours de la troisième année.

3. **Une évaluation de la stratégie** pour mesurer les résultats du plan stratégique et contribuer à l'élaboration du nouveau plan stratégique en 2026, avant la 8e Assemblée mondiale.

Indicateurs clés

Les objectifs convenus avec les membres permettront de définir un ensemble final d'indicateurs, mais voici une première série d'indicateurs qui serviront de base pour mesurer les résultats.

Liste indicative d'indicateurs clés par objectif :

Accroître notre influence par le biais du plaidoyer et des campagnes.	Diversifier et accroître nos membres, notre réseau et notre réputation
• Nb et % de membres ayant représenté la CME dans des événements majeurs, par âge, sexe, groupe constitutif et niveau • Nb et % d'acteurs, par type et par lieu, qui considèrent que la CME représente de manière crédible la voix de la société civile sur l'éducation • Nb et % d'acteurs, par type et par lieu, qui considèrent que la CME représente de manière crédible la voix de la société civile sur l'éducation	• Nb et % de coalitions, par niveau et groupe constitutif, dont le nombre de membres a augmenté • Nb et % de coalitions, par niveau et groupe constitutif, qui ont consolidé leur base de membres • Nb et % de coalitions qui ont diversifié leurs membres (composition des membres par catégorie : jeunes, étudiants, SOGIESC, organisations dirigées par des femmes, organisations de défense des droits des femmes, organisations d'autres secteurs, militants) • Nb et % de membres qui ont forgé de nouvelles alliances/partenariats ou se sont engagés dans des actions conjointes avec des mouvements, organisations ou militants en dehors de la CME

Accroître notre capacité d'influence collective	Renforcer notre durabilité et notre responsabilité
• Nb et % de membres, par catégorie, niveau et groupe constitutif, qui déclarent avoir utilisé les connaissances/compétences acquises grâce à l'apprentissage organisé par la CME • Niveau de satisfaction des membres concernant les opportunités d'apprentissage organisées par la CME, par catégorie de membres et par groupe constitutif • Nb et % de mesures prises par les membres à la suite des leçons tirées de l'expérience • Nb et % de membres par catégorie, niveau et groupe constitutif qui déclarent avoir reçu un soutien ou acquis des connaissances et des ressources avec l'aide d'autres membres de la CME • Niveau d'engagement des membres dans les principales communautés de pratique et plateformes de communication (engagement des jeunes, plaidoyer) • Nb et % de membres par type, niveau et groupe constitutif, qui déclarent avoir utilisé des informations fournies par la CME pour leur travail • Nb de membres par type, niveau et groupe constitutif, qui ont utilisé les politiques/outils/preuves de la CME dans le cadre de leur plaidoyer et leurs campagnes	• Niveau de ressources mobilisées par/pour les membres et les groupes constitutifs afin de soutenir : les initiatives et la représentation des jeunes et des étudiants, • le plaidoyer et les campagnes, • la recherche, • le développement des capacités dans des domaines prioritaires clés, • des ressources adéquates pour le Secrétariat (fonctions principales et soutien). • Niveau de mise en œuvre et efficacité des structures de soutien à la participation des jeunes et des étudiants à tous les niveaux. • Niveau de mise en œuvre du processus de suivi de la stratégie globale • Niveau d'établissement et de mise en œuvre des objectifs du Conseil

Risques et mesures d'atténuation

Risque	Niveau	Mesure d'atténuation
Un financement insuffisant compromet la réalisation des objectifs stratégiques.		• Réaliser une cartographie des donateurs et développer un plan de recherche de fonds et d'engagement des donateurs. • Suivre les tendances et les appels des donateurs et les communiquer au sein du mouvement.
Les membres ne paient pas leurs cotisations, ce qui compromet la viabilité de la CME.		• Mettre en place une procédure rigoureuse pour les arriérés. • Mettre régulièrement à jour les noms des personnes-ressources chez les membres, y compris pour les questions financières. • Conditionner le soutien aux projets au paiement des cotisations.
Les membres sont trop sollicités et/ou le manque d'engagement se traduit par une progression et un impact insuffisants de la stratégie.		• Établir une planification opérationnelle réaliste. • Promouvoir l'alignement entre les stratégies des sections régionales et la stratégie globale de la CME. • Mettre en place un processus simple, mais solide, de suivi et d'évaluation de la stratégie.
La désunion entre les membres, due à des positions, des priorités et des intérêts contradictoires, affaiblit la cohésion interne et nuit à l'efficacité du plaidoyer.		• Élaborer les positions politiques avec les membres afin de négocier des positions communes acceptables pour la majorité des membres. • Énoncer clairement les positions de principe non négociables du mouvement dans les positions politiques fondamentales et les critères d'adhésion.
De nouveaux mouvements d'éducation concurrents revendiquent la position et l'espace de la CME et se présentent comme LA voix de la société civile.		• Analyser en permanence l'environnement des acteurs externes. • Dialoguer activement avec les concurrents afin d'identifier et de négocier les créneaux et de rechercher la complémentarité. • Tendre à l'excellence opérationnelle et du plaidoyer pour rester compétitif.
La situation politique et sécuritaire extérieure ainsi que la récession économique détournent l'attention du public, des médias et des donateurs de l'éducation.		• Effectuer un suivi permanent des médias et attirer leur attention sur l'impact de ces situations sur l'éducation. • Établir des relations solides avec les principaux médias et produire des informations et du matériel médiatique attrayants et précis pour les publications des médias. • S'appuyer sur les membres et leurs réseaux pour mobiliser par le biais des médias sociaux.
L'augmentation de la mobilisation de masse et de l'engagement avec les militants a des retombées pour les membres auprès du gouvernement et sape leur réputation et leur capacité d'influence.		• Planifiez soigneusement l'atténuation des risques pour toutes les campagnes et actions de plaidoyer et lorsque vous vous engagez avec de nouveaux partenaires ou créez des alliances. • Proposer des formations sur la gestion des risques dans le cadre des campagnes et du plaidoyer, en particulier pour les environnements touchés par le rétrécissement/la fermeture de l'espace civique.
Les membres subissent un préjudice du fait de leur engagement dans les campagnes, le plaidoyer et les actions de solidarité de la CME.		• Planifier soigneusement l'atténuation des risques pour toutes les campagnes et actions de plaidoyer et lorsque vous vous engagez avec de nouveaux partenaires ou créez des alliances. • Proposer des formations sur la gestion des risques dans le cadre des campagnes et du plaidoyer, en particulier dans les contextes touchés par le rétrécissement/la fermeture de l'espace civique. • Promouvoir l'utilisation systématique de mesures de protection des enfants/jeunes dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre des campagnes/plaidoyers/actions.
La forte rotation du personnel au niveau du Secrétariat nuit à l'efficacité du soutien et, en fin de compte, de la stratégie.		• Planifier soigneusement la charge de travail et identifier les services les plus demandés afin de mettre la priorité sur les tâches les plus importantes et d'éviter la surcharge de travail. • Mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources. • Déterminer la structure du personnel de base et confier les tâches non essentielles à des personnels temporaires ou des consultants.